

Quand cessera la farce des COP ?

Après la tonitruante et triomphale COP 21 de 2015 à Paris suivie du discret intermède touristique marocain à Marrakech de la COP 22, la conférence des Etats au chevet du climat est revenue en Europe, à Bonn en Novembre 2017. Mais l'ambiance était morose, le cœur n'y était plus... Les deux années d'inaction passées pesaient de plus en plus lourd. Le fameux « Accord de Paris » obtenu « au finish » était resté lettre morte... Les observateurs et chroniqueurs n'attendaient pas grand de l'événement et c'est à peine si les négociations ont été couvertes par la presse française. La COP 23 est passée... Elle a accouché d'une souris et botté en touche avec un « *Dialogue Talanoa* » à débiter en janvier 2018 et le rappel du calendrier des nombreux événements futurs. Bref la routine des COP et rapport du GIEC continue.

Qu'aurions-nous pu espérer ? Jouons un instant les Candide. Peut-être que dans la capitale germanique du capitalisme européen qui a largement fait ses preuves pour l'ordre financier de l'union en imposant le TINA néolibéral au peuple Grec avec le paiement, jusqu'au dernier kopek, de la dette

souveraine illégitime, peut-être donc qu'en ce lieu de haute autorité politique, les Etats seront mis en demeure de concrétiser leur promesses. Fallait-il cette fois-ci y croire ? En tout cas rien n'avait été laissé au hasard. Les conférences étasuniennes invitées en première partie d'ouverture du spectacle ont d'emblée chauffé les salles (1). L'ambiance était au moins assurée. Plus sérieusement, pour redonner un peu de crédibilité humanitaire et instiller un minimum de suspense à la 23^e édition de ces conférences annuelles, la présidence de l'événement était cette fois-ci confiée aux Iles Fiji. Un Etat insulaire aux premières loges du défi climatique... Enorme déception, la souris du « *Dialogue Talanoa* », c'est le 1^{er} ministre des Iles Fidji qui l'a sortie : des palabres à l'infini.

Après la COP 23, on peut se remémorer la fameuse formule reprise à la tribune lors de la COP 15, par Hugo Chavez et dire cette fois-ci : « *décidément le climat n'est pas une banque, en conséquence les volontés manquent pour le sauver* »...

Après la COP, le « Black Friday »

Mais redescendons sur terre : après la COP, le Black Friday. Dans la suite de l'inertie complice des Etats, la folie consumériste des masses. Ainsi, sans coup férir, les Etats-Unis reprennent leur leadership. Phénomène initialement nord-américain, le Black Friday a traversé l'Atlantique. Par la caisse de résonance des « Géants du Web », il s'est renforcé d'un Cyber Monday et, tambour battant, vient vivifier la vieille Europe sur le séculaire modèle étasunien...

Sans vouloir jouer les trouble-fêtes, faut-il continuer à se bercer d'illusions avec ces conférences événementielles de mise en scène des Etats ? Encore une fois, la réponse ne réside pas dans la connaissance approfondie physique de l'atmosphère et encore moins dans la géo-ingénierie de

l'atmosphère, inscrites dans les options du GIEC. Seul un regard lucide sur l'histoire contemporaine et l'état du monde permet de répondre.

Disons-le d'emblée : la catastrophe n'est pas à venir, elle est globale et a largement commencé depuis les deux premières décennies d'après-guerre, comme le suggère le récent concept de « *Great Acceleration* » issu de la vaste discussion scientifique sur la datation du début de l'Anthropocène (2). Pour s'en convaincre dans le pays dudit « Accord de Paris », il suffit de lire ou relire « *L'Utopie ou la Mort* » de René Dumont. Dès le début des années 1960, la courbe de Keeling était largement informative (3). La concentration de CO₂ augmentait rapidement et de façon préoccupante et, dès cette époque,

le style catastrophiste de l'écologiste français était on ne peut plus de rigueur. C'était il y a un demi-siècle au moment du premier « choc

pétrolier »... Le regard sur le présent est encore plus désespérant.

Un monde plus que jamais unifié sur le Modèle Etasunien

Changement de siècle et de millénaire ou pas, fondamentalement, il n'y a rien de nouveau sous le soleil : aujourd'hui comme hier tous les Etats s'en foutent du climat... A commencer par ceux qui se sont militairement mis à la botte des Etats-Unis. La plupart des Etats de l'Union Européenne sont dans ce cas en tant que membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord... Après la chute de l'Empire soviétique, la situation ne s'est pas améliorée, l'effectif des pays passés sous la coupe du Pentagone a soudain doublé. Contrairement à ce que l'on pouvait espérer, le dispositif de la Guerre Froide a redoublé d'intensité avec la disparition d'un de ses protagonistes. Les progrès fulgurant dans le secteur informatique ont plutôt poussé les Etats à perfectionner leur arme de destruction massive. Sur ce point, tous les états-majors sont d'accord, c'est donc reparti pour un tour. En tant « qu'activité humaine » -selon les termes du GIEC-, un exercice militaire aéronaval pour tenter d'impressionner l'adversaire, c'est au juste combien de tonnes de gaz à effet de serre inutilement largués dans l'atmosphère ?

Si l'on ne veut pas complètement noircir le tableau noir des négociations opaques et oiseuses sur le climat, subsistent en effet quelques Etats susceptibles d'être au moins intéressés par le résultat des négociations, voire mobilisés pour que le réchauffement ne dépasse pas les fatidiques « deux degrés » du basculement climatique prévisible. Mais

Plus généralement, cette effrayante fatalité d'un monde possédé est simplement liée à l'unité économique fondamentale du monde d'après-guerre sous l'autorité politique supérieure des Etats-Unis avec la puissance énergétique irrésistible du pétrole. Ainsi, il n'y a qu'une seule loi -celle du capitalisme mondialisé- et, sous cette autorité, tous les Etats sans exceptions, insulaires compris,

dans la masse des Etats qui ont émergé à la surface de la Terre sous le parrainage des Etats-Unis à la suite du second conflit mondial, il n'y a que les Etats insulaires qui sont réellement préoccupés par la menace du dérèglement climatique. Et, en toute objectivité politique, il faut malheureusement faire une précision supplémentaire : parmi ce groupe, on ne compte que les rares Etats micro-insulaires autonomes directement menacés de disparition par la montée des eaux. La plupart des autres archipels micronésiques de l'Océan indien, d'Océanie et du Pacifique sont depuis le début du capitalisme possédés et administrés par les puissances occidentales, Etats-Unis, France et Royaume-Uni en tête, ce qui limite d'autant le nombre d'Etats insulaires autonomes. A la fin du 19^e siècle commençait, en effet, l'expansionnisme étasunien vers le Levant par la route inverse du Pacifique ; presque tout ce qui en mer n'était ni Français ni Britannique est passé sous la coupe des Etats-Unis. Après le second conflit mondial et la fin de la Guerre du Pacifique, plus aucune île n'avait échappé à une confrontation armée. Paul Valéry pouvait lancer sa célèbre sentence solennelle : « *Le temps du monde fini commence* ».

Ainsi, avec si peu de micro-Etats insulaires autonomes et la souris accouchée par les îles Fidji, les COP peuvent mouliner à l'infini avec la même efficacité spirituelle que des moulins à prière...

participent à la marchandisation destructrice de la Terre. Qui ne se souvient pas du boum économique à l'américaine de la « République Nauru », un micro-Etat de Micronésie ? En deux décennies d'extraction du phosphate, l'îlot se peupla de grosses bagnoles, de gros frigos et d'un mode de vie consumériste à l'américaine. Puis rapidement s'entassèrent les carcasses de voitures, de

frigos et les montagnes de déchets autour du cratère minier désaffecté, suivirent les épaves humaines malades de la « malbouffe » : des obèses impotents et des diabétiques jusqu'à l'effondrement. En 20 ans, la Main invisible qui préside au « développement durable » des puissances industrielles du pôle occidentale

avait fait son œuvre civilisatrice sur ce petit îlot.

Ailleurs dans le monde, elle s'est répliquée en redoublant sa vigueur extractive avec un nouveau méga-pôle asiatique, la Chine, tout aussi avide de minerais et d'énergie fossile.

Une Terre de réfugiés

Dans ce mouvement dit de « développement économique », initié sur le modèle étasunien après la Seconde Guerre mondiale, le statut de « réfugié » s'est banalisé pour devenir l'avenir du genre humain. Après la tornade de la « Révolution Verte » des années 1960 et 1970, suivie aujourd'hui de la ruée financière d'accaparement des terres agricoles au profit des transnationales pour une exploitation industrielle des surfaces arables, la Terre n'en finit pas de se peupler de paysans sans terre... On en compte déjà près de 100 millions à travers le monde... La même logique industrielle productiviste frappe les pêcheurs locaux traditionnels avec, au-dessus de leur tête, la vente des droits de pêche par les Etats aux grands groupes transnationaux. Les eaux territoriales sont ratissées par des bateaux-usines et le poisson se fait rare. Toute l'économie vivrière locale disparaît... Aux réfugiés politiques et économiques viendront s'ajouter les réfugiés climatiques.

Mais noyée dans ce destin général de l'humanité bien avancée, la nouvelle vague des victimes du déluge sera à peine perceptible : depuis l'An 2000 le monde baigne dans l'exacerbation de l'économie de pillage avec l'extractivisme tous azimuts et le rush financier privé et étatique d'accaparement des terres arables, le flux des migrants ne peut que croître. Les prospections minières, l'extension actuelle des cultures pour les biocarburants ou de l'huile de palme et les violences mercenaires qui les accompagnent, remplissent aujourd'hui dans le nord de l'Afrique les boat-peoples pour l'Europe. Par voies directes ou détournées, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ce qui est aujourd'hui responsable du réchauffement climatique - le modèle étasunien du dit « développement économique » - a déjà unifié les Etats...

De la Guerre de l'Opium à l'atelier du Monde

On apprend de source officielle que la Chine est désormais le premier émetteur de CO2... La belle affaire. Sur deux siècles, l'histoire de ce pays n'a été qu'un processus brutal d'intégration au capitalisme mondialisé. Quelques centaines de millions de morts violentes et de réfugiés après, des paroxysmes politiques : un Grand Bond en avant et une Révolution Culturelle... Le décor industriel est solidement planté. A part les idéogrammes et le vieux décorum du parti, par la magie des bulldozers pilotés du haut des cabinets transnationaux d'architecture, le paysage urbain d'Extrême-

Orient a cédé la place au standard international...

Au 19^e siècle, à la suite de la 1^{ère} Guerre de l'Opium (1839-1842), l'Empire du Milieu était devenu l'Eldorado du capitalisme occidental. Idée lumineuse et civilisatrice, les compagnies commerciales britanniques des Indes orientales, pour gagner sur tous les tableaux organisèrent un trafic d'opium en Chine ; l'entreprise fut d'une efficacité redoutable. Ainsi les navires britanniques qui, avant, arrivaient cale à vide en Chine sans rien à vendre sur le marché local, pouvaient désormais débarquer une

marchandise instantanément lucrative par sa nature. La toxicomanie à l'opium se diffusa rapidement dans le pays, frappant en premier et à la tête l'élite intellectuelle qui fut littéralement décimée. Face la catastrophe sanitaire épidémique, les autorités chinoises réagirent avec force pour interdire le trafic. A Londres, la classe des capitalistes unanimes s'émou de ce blocage à la « *liberté du*

A la suite de cette brèche ouverte, plus aucune puissance impériale européenne et américaine ne pouvait se permettre de faire l'impasse de sa présence dans cet immense pays d'Extrême-Orient. La plupart des Etats occidentaux prirent leur quartier dans l'Empire du Milieu. En 1900, un reporter américain, John Hersey, résumait de façon frivole la situation pour la ville de Tianjin en aval de Pékin sur la rive du fleuve Hai He : « *Je pouvais aller en pousse-pousse de chez moi en Angleterre, vers l'Italie, l'Allemagne, le Japon ou la Belgique. Je marchais jusqu'en France pour suivre des leçons de violon. Je devais traverser la rivière pour me rendre en Russie, ce que je ne manquais pas de faire parce que les Russes possédaient un beau parc boisé avec un lac (4).* » C'était en Chine la Belle Epoque, quel bonheur d'appartenir à l'élite occidentale dans ce pays. Mais aussi quelle humiliation pour un intellectuel chinois de savoir que cet état de fait résulte de la défaite face à de vulgaires narcotrafiquants.

La Chine multimillénaire et polytechnique n'avait rien à envier à l'Europe. Elle pouvait

D'un siècle à l'autre, d'un Eldorado à l'autre, une seule cause : l'expansionnisme de la civilisation industrielle désormais valorisée sous le patronage spirituel du modèle étasunien.

Aucun grand groupe automobile ne peut faire l'impasse du méga-marché chinois. Aucun géant de la micro-informatique de masse ne peut se passer des millions de petites mains laborieuses de l'Empire du Milieu généreusement mises à disposition par les camarades dirigeants du puissant PCC. Plus aucune industrie de haute-technologie ne

commerce ». L'armada de sa très gracieuse majesté la reine Victoria dut œuvrer pour la bonne cause du « libre-échange ». En langage économique, en effet, les crimes du narcotrafic britannique en Chine secondés par la diplomatie de la canonnière furent désignés par l'euphémisme : « ouverture du marché chinois »...

encore largement se passer des « bonnes œuvres civilisatrices » du monde occidental. Du tissu, du thé, du papier et même du charbon, elle savait faire... A l'inverse, le capitalisme industriel occidental, poussé par son développement fulgurant et se sentant de plus en plus à l'étroit dans le vieux monde, était rapidement devenu dépendant, quasi addictif d'un trafic de marchandises vers la Chine. Dans un seul élan, au cours du 19^e siècle, tous les grands états-majors du monde s'étaient donné le mot : le marché où il fallait être se situait dans l'Empire du Milieu...

Un siècle et demi plus tard, en s'alignant sur le modèle étasunien de développement, la Chine, devenue « atelier du monde », s'affirme à nouveau comme le nouvel Eldorado des transnationales occidentales. Dans son nouveau rôle au service du capitalisme industriel mondialisé, elle s'est hissée en un temps record à la seconde place des puissances économiques et, dans la foulée, le pays se retrouve premier émetteur de gaz à effet de serre du monde.

peut se permettre de faire la fine bouche ou d'ouvrir les yeux face aux conditions criminelles d'extraction et de purification des « terres rares » largement consenties par le Parti-Etat Chinois... Si les « *classes créatives* » s'activent dans les silicone-métropoles de la côte ouest des Etats-Unis, la concrétisation de leurs créations hautement climaticides ne peut se faire sans l'esclavage des masses laborieuses dans l'espace des mégapoles de l'Empire du Milieu.

Mais rien de bien nouveau sous le soleil torique du capitalisme. Comme les Etats-

Unis au début du 20^e siècle, la Chine dans la première décennie du 21^e siècle est devenu le premier producteur de voiture et le plus grand marché mondial de l'automobile... Les mêmes causes produisent les mêmes effets de part et d'autre du Pacifique...

Main dans la main pour la plus grande gloire du capitalisme, la poigne de fer laborieuse du Parti Communiste à la manœuvre en Chine vient prêter main-forte à vieille Main

invisible de la science économique occidentale... Dans la ruche chinoise, la Fable des Abeilles de Mandeville reste toujours valide.

Ailleurs dans le monde et au hasard de l'actualité de la décennie, on peut puiser quelques hauts faits de la guerre économique pour illustrer l'imperturbable unité foncière du monde, militaire et pétrolière, héritée de la Seconde Guerre mondiale.

Transactions sordides sur l'Archipel des Chagos

Avant de regarder les réfugiés climatiques, voici un haut fait de guerre de l'unification du monde sous la bannière étoilée. En 2017 refaisait surface la tragédie des habitants de l'archipel des Chagos. Un groupe d'îles perdues au beau milieu de l'Océan Indien à 800 miles nautiques au sud des Maldives et (bien sûr) possédée par une grande puissance : l'Empire Britannique.

Au début des années 1960 une transaction sordide sur le sort de ces îles se décide en haut lieu entre l'Empire Britannique sans-le-sou et sur le déclin et l'impérialisme américain, plein aux as en or, or noir, pétrodollars et aussi technologie militaire high tech pour l'époque. Les Etats-Unis veulent un pied à terre tranquille et discret sur la route des Indes et surtout sur celle de la Guerre du Vietnam... Pas grand-chose à l'échelle de ces géants gendarmes du monde, une simple négociation pour un lopin de terre dans le cadre d'une passation de bâton.

Quelques décennies plus tard, les descendants des victimes de ce crime répertorié en droit international n'ont pas perdu espoir de retrouver leurs terres d'origine avant que le réchauffement climatique ne les submerge à jamais.

En 2017, donc, avec les autorités de l'Ile Maurice où ont été déportés leurs parents, ils ont tenté de faire valoir leur droit devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies... Sans surprise et conformément au sordide accord conclu, les Etats-Unis et l'Angleterre mirent leur veto... Sans surprise non plus, la France s'est abstenue... Le pacte militaire de

Les Etats-Unis avancent l'argent et quelques technologies militaires. Mais, dans le contrat, en plus des terres offertes, se trouve une clause spéciale à la charge des sujets de sa gracieuse majesté propriétaire de l'Archipel : faire disparaître d'une manière ou d'une autre les habitants de ce petit paradis tropical. Plus aucune âme ou foyer ne doit subsister sur ces terres à peine émergées car les Etats-Unis veulent y installer une base militaire aéronavale. L'Angleterre s'exécute et organise la déportation des îliens, d'abord par des voyages touristiques sans billet retour puis de plus en plus manu militari pour accélérer le nettoyage. La mise en branle du méga-chantier avec piste d'atterrissage pour bombardiers lourds et port sur l'île la plus vaste de l'archipel -Diego Garcia - devait s'inscrire dans le timing militaire déjà chargé du Pentagone.

l'Atlantique Nord n'a que faire des problématiques humanitaires... La neutralité française a cependant choqué Jean-Marie Gustave Le Clézio, prix Nobel de littérature, qui l'a qualifié « d'incompréhensible et scandaleuse (5) ». Mais encore une fois l'actualité de la guerre du pétrole au Moyen-Orient nous la rend parfaitement compréhensible puisque la France vend sans mauvaise conscience des armes aux pétromonarchies du Golfe qui sont à la fois des Etats islamistes et esclavagistes financiers notoires des multiples groupes djihadistes, Daech en tête...

Et le Mozambique devient pays pétrolier

Pas de chance pour la Tanzanie, le Mozambique, son voisin du sud, se hisse au rang de pays pétrolier. Elle écopera des pollutions tandis que les élites politiques à Maputo empocheront des royalties. Une poche de gaz de 5000 milliards de mètres cubes a été découverte à l'extrême nord dans les eaux territoriales du Mozambique.

Sans gêne, la presse célèbre l'événement et sans sens de la mesure elle annonce l'émergence du « futur Qatar africain (6) ». Rappelons, pour comparaison des ordres de grandeurs, que les réserves du Qatar découvertes à la fin des années 1960, c'est 24 000 milliards de m³... Avec sa poche de gaz le Mozambique se hissera dans le meilleur des cas au niveau du Nigeria...

Depuis quelque temps, à l'ombre des COP, les tractations sont allées bon train et sont aujourd'hui sur le point de la conclusion... durant la COP23. Seul l'intermède de la chute surprise du prix du baril en 2014, prolongée jusqu'en 2016, a quelque peu ralenti le projet. Mais maintenant que le cours du fluide précieux remonte lentement mais sûrement vers les 100 dollars le baril, la mise en chantier s'annonce imminente.

Pas de chance non plus pour les pêcheurs et paysans mozambicains du nord du pays, le spectre de l'expropriation et de la déportation

domine dans la région. Le complexe industriel de liquéfaction du gaz et ses annexes logistiques doivent s'étendre sur quelques 7 000 hectares de terres naturelles ou agricoles. Il faudra faire de la place. Mais tout est prévu dans le package, les habitants n'ont pas été oubliés : le projet a prévu « relogés ». Cependant on peut se poser la question : qu'est que ça veut dire « relogé » pour des paysans et des pêcheurs dont le mode de vie est intimement lié à la terre, au rivage, à la mer et à la biodiversité spécifiques à ces lieux ? Encore des réfugiés !

A la suite d'ENI, la compagnie pétrolière italienne et de ses nombreux partenaires pour ce premier projet, tous les géants du pétrole se sont donné rendez-vous pour d'autres prospections le long de la très longue côte du Mozambique. En vrac, ENI et ses partenaires : Galp (Portugal) CNPC (Chine) Kogas « Corée du Sud), ensuite Exxon, Rosneft (Russie), Sasol (Afrique du Sud) et Total.

Criblé de dettes, le Mozambique est prêt pour être dépecé et défiguré par des *éléphants blancs* du développement. En Afrique, l'Empire Bolloré a su grandement démontrer son savoir-faire en aménagement portuaire et ferroviaire.

L'Equateur, plus que jamais pays pétrolier

Souvenons-nous, en 2007 était lancé le Projet Yasuni ITT, deux ans après l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto. Pour « sauver le climat », conformément à la volonté affichée de la « communauté internationale », le gouvernement équatorien reprenait à son compte une revendication des indiens d'Amazonie. Il se proposait de renoncer à l'exploitation du pétrole dans le bloc ITT du parc national Yasuni. Indéniablement on était devant une initiative originale et louable face aux enjeux définis par le GIEC. A priori, elle ne pouvait qu'être bien accueillie unanimement avec le plus grand enthousiasme. En contrepartie, l'Etat

équatorien, dont le pétrole représentait 50% des exportations, demandait une modique compensation financière à la « communauté internationale » censée être préoccupée au plus haut point par le dérèglement climatique. Une somme de 3,6 milliards de dollars devait être avancée sur 12 ans par les pays les plus pollueurs. Autant dire rien, comparée aux budgets militaires annuellement consentis par la plupart des Etats et encore moins que rien face aux capitaux investis par les compagnies pétrolières coalisées pour trouver et extraire le pétrole non-conventionnel.

En 2013, l'initiative était soudain abandonnée. Au cours des cinq premières années passées, la collecte des fonds n'avait pas pu atteindre la moitié de la somme espérée. Mais ce triste résultat était-il la raison suffisante ? Par une déclaration officielle extrêmement désolée, Rafael Correa, le président équatorien, s'empressait de mettre un terme à l'initiative : « *C'est avec une profonde tristesse, mais aussi avec une absolue responsabilité envers notre peuple et l'histoire que j'ai dû prendre l'une des décisions les plus difficiles de mon mandat.* » (...) « *Le monde nous a laissé tomber* ». Le diagnostic était juste. Mais si la « *communauté internationale* » se fout royalement du climat, restait les revendications des indiens de son pays. Pour eux l'abandon s'abattait comme une trahison et voulait dire : le retour des compagnies pétrolières... l'Enfer (7)!

L'Equateur venait en effet de subir durant trois décennies un désastre écologique majeur dans la forêt amazonienne lié à la délinquance environnementale de la

Circonstance aggravante pour Rafael Correa, en avril 2010, eut lieu à Cochabamba en Bolivie un contre-sommet de la Cop 15 de Copenhague. Actant déjà la supercherie de ces conférences de la dite « *communauté internationale* » et donc de l'échec de la Cop 15 en 2009, le président bolivien Evo Morales prit l'initiative de réunir une « *Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Mère-Terre* ». Ici les deux grands problèmes environnementaux du moment, c'est-à-dire de l'Anthropocène - l'effondrement de la biodiversité et le dérèglement climatique - étaient traités dans le même temps. En conséquence logique, le capitalisme le productivisme, le consumérisme et l'extractivisme furent sans difficulté mis en accusation. « *Le système capitaliste nous a*

En Décembre 2015, lors de sa visite à Paris dans le cadre de la COP 21, le leader et président équatorien encore en fonction avait nettement changé de ton et de physionomie.

compagnie pétrolière étasunienne Texaco. Par son extension géographique, la catastrophe fut comparée à Tchernobyl et par la quantité des boues toxiques délibérément déversées dans la nature on l'estima à trente Exxon Valdez, soit un échouage de supertanker tous les ans durant la durée de la concession qui prit fin en 1990. Malgré le traumatisme les victimes eurent la force de se réunir et un procès fut intenté à la compagnie pétrolière immédiatement après l'exploitation en 1993. Il débuta aux Etats-Unis puis fut renvoyé en Equateur. Il dura presque un quart de siècle et, au final, la délinquance environnementale de Texaco, absorbés entre-temps par Chevron en 2001, fut reconnue. Malgré toutes les tricheries juridiques de la compagnie et les faux témoignages d'experts pétroliers, le groupe Texaco-Chevron finit par être condamné à payer 9,5 milliards de dollars en dédommagement des victimes (8). A juste titre après ce long traumatisme et ses séquelles indélébiles en forêt amazonienne, les indiens pouvaient espérer un « *plus jamais ça* » en Equateur...

imposé une logique de concurrence, de progrès et de croissance illimitée. Ce régime de production et de consommation est la recherche de bénéfices sans limites, tout en séparant l'être humain de l'environnement, établissant une logique de domination sur la nature, convertissant tout en marchandise : l'eau, la terre, le génome humain, les cultures ancestrales, la biodiversité, la justice, l'éthique, les droits des peuples, la mort et la vie elle-même (9). » Sans nul doute après ce moment fort de la prise de conscience et de la résistance, les peuples indigènes d'Amazonie pouvaient légitimement espérer qu'une page historique venait d'être tournée. « *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* » pouvaient enfin se cicatriser en paix ...

Tout-en conservant son double langage il déchirait le voile, montrait son vrai visage d'économiste pragmatique et ainsi confirmait sa respectabilité politique retrouvée au sein

de la « communauté internationale ». La parenthèse environnementale équatorienne était fermée. Dans le même temps de cette métamorphose, il confirmait au monde son allégeance aux compagnies pétrolières. Interrogé par la presse, en une seule phrase s'alignaient à la fois son credo et son populisme pour justifier le pire : « *L'Équateur exploitera jusqu'à la dernière goutte de pétrole pour sortir de la pauvreté (10)* ». Sans mauvaise conscience pour se justifier il inventait une « *exploitation pétrolière respectueuse de l'environnement* ». Mais si l'on a quelques notions techniques sur l'extraction des énergies fossiles cela veut dire : la multiplication sans entrave des forages, la stimulation des puits en fin vie et si besoin le recours à la fracturation hydraulique, puisqu'en dessous des gisements conventionnels il y a forcément de la roche mère. Autant dire, comme pour les « *gaz de schiste, le choix du pire* ». Pour mettre en

Dans le cas de l'Équateur, on sait désormais, par les vingt ans du procès contre Texaco, l'exacte vérité. Pour trouver et exploiter ces misérables poches, la compagnie étasunienne n'a jamais été effrayée par la criminalité environnementale de ses méthodes. Le livre « *Un Brin d'Herbe contre le Goudron* » rapporte le témoignage de Maria Aguinda, Indienne Quechua protagoniste dans le procès. « *Nous étions au Paradis, nous*

perspective la gravité de cette allégeance, rappelons ici que dans l'Histoire globale du pétrole, l'Équateur, en tant que « pays producteur », est un sous-produit tardif de l'exacerbation des prospections et forages survenus dans les années 1960 à l'initiative des compagnies pétrolières étasuniennes... A cette époque, elles forent tous azimuts dans leur « pré carré » sud-américain. Les poches de pétrole de la jungle amazonienne y furent découvertes, au choix : l'année précédente du premier choc pétrolier en 1973 ou l'année suivante du passage du *pic pétrolier* étasunien en 1970. Deux dates à garder en mémoire dans l'histoire du fétichisme des énergies fossiles unifiant la dite « communauté internationale ». Depuis, l'Équateur est pour ainsi dire en plein boum pétrolier, quadrillé et prospecté de fond en comble. Le gisement pétrolier du bloc ITT dans le Parc national Yasuni fut découvert en 1990.

sommes tombés en enfer » C'est en effet, pour les communautés indiennes d'Amazonie, l'histoire d'une apocalypse au sens commun du terme : la fin violente d'un monde, la destruction d'un écosystème. Au nord-est de l'Équateur, la descente aux enfers des peuples indigènes commence avec l'arrivée des géologues prospecteurs de Texaco.

Une pétromonarchie en mer de Barents

Comme on le sait, la Norvège est une pétromonarchie finissante avec l'épuisement de ses puits en Mer du Nord. L'aventure avait commencé vers la fin des années 1960 avec la découverte d'un glissement au beau milieu de la Mer du Nord. Par chance il se situait dans la zone économique exclusive de la Norvège. Quelques dizaines de miles nautiques plus à l'Ouest c'est la pétromonarchie britannique avec sa future Dame de Fer qui bénéficiait des royalties du pétrole. Pour le pays Scandinave la manne

pétrolière non monopolisée, les pétrodollars non détournés vers les paradis fiscaux ont plutôt favorisé les largesses de l'État providence... Mais toute bonne chose a une fin, le social biberonné au pétrole arrive au moment du sevrage. Avec l'épuisement des gisements, un savoir-faire accumulé dans l'offshore des conditions difficiles de mer du Nord se retrouve en friche. Une page de l'histoire du pays est en train de se trouver. Que faire en ces temps de menace climatique ? Prendre enfin conscience du

désastre environnemental de l'industrie pétrolière et tourner la page du pétrole ou faire comme la France dans sa friche nucléaire, s'accrocher en rêvant à de nouveaux horizons pétroliers.

La question a été immédiatement tranchée après la COP 21. En bon stratège du Greenwashing, la Norvège signait l'Accord de Paris mais, un mois plus tard, les démons du grand large et du pétrole offshore avaient repris le dessus à Oslo. Plus loin, plus profond, plus dévastateur mais aussi plus guerrier... Au-delà de la Mer du Nord, lorsqu'on remonte vers Est et le cercle polaire il y a l'Eldorado de la Mer de Barents. Un espace maritime où la Norvège peut mettre à contribution sa zone

Même s'il est évident que la « communauté internationale » se fiche tout autant des écosystèmes arctiques que du climat, paradoxalement ces questions préoccupent au premier point tous les Etats impliqués dans la conquête pétrolière circumpolaire. Aucun d'eux ne veut faire seul le premier faux-pas. Aucune compagnie pétrolière ne peut seule assumer la responsabilité d'un Deep-Water Horizon incontrôlable dans l'Arctique... Et, surprise de taille, il se trouve que, dans la conquête pétrolière circumpolaire, la pétromonarchie norvégienne apparaît comme l'Etat le plus entreprenant. Le géant Russe à côté fait grise mine et reste loin derrière, même avec son exploit symbolique en 2007 du planté de drapeau sous la banquise dans les abysses au pôle Nord.

Avec Statoil, la compagnie nationale norvégienne, on est par contre dans le concret du panache pétrolier ; elle nous offre un vertigineux tour du propriétaire. Le lecteur peut réviser sa géographie du cercle polaire. Presque toutes les mers libres de banquise au-delà du cercle polaire ont au moins un projet de prospections de pétrolier. Mer des Tchouktches, au nord du détroit de Bering, Mer de Beaufort au nord de l'Alaska, Mer de Baffin entre l'île de Baffin et le Groenland, un projet, mer du Groenland et pour clore le tour du pôle Nord, la Mer de

économique exclusive. Mais en ce lieu hautement inhospitalier on s'avance vers les chasses gardées de l'empire de Russie, lui aussi en marche vers les hydrocarbures arctiques. Le Welfare State scandinave doit se transformer en Warfare State. Dans ses prospections extrêmes, le travailleur scandinave s'avance discrètement sous la bannière de l'OTAN. Cependant les conditions climatiques à ces latitudes complexifient l'analyse. La prise de risque environnementale extrême de l'aventure arctique rebat les cartes géostratégiques. Elle est telle qu'elle favorise plus les complicités que la concurrence au sein de la communauté des géants pétroliers.

Barents. Statoil est partout, dans les partenariats pour tous les coups, son expérience dans l'offshore de Mer du Nord rend ce groupe incontournable. En janvier 2012 la pétromonarchie régalaît la communauté internationale avide d'hydrocarbures avec ses mises en bouche à la conférence « Arctic Frontiers » (11)...

Pendant ce temps, coté feux de la rampe et grand spectacle, le paravent « *responsabilité environnementale* » de la Norvège fonctionne à merveille à l'échelle européenne...

Mais en 2017, l'écran de fumée médiatique était soudain dissipé. Par une plainte de deux ONG environnementales contre l'Etat norvégien, on redécouvrait à la veille de la COP 23 le double langage d'Oslo et l'unité du monde sous le modèle pétrolier étasunien.

Les deux ONG « *accusent le gouvernement d'avoir violé la Constitution du royaume ainsi que l'accord de Paris sur le climat en autorisant, le 18 mai 2016, la prospection pétrolière dans une zone jusque-là inexploitée, en Mer de Barents. Trois licences couvrant au total 40 blocs ont été attribuées à treize compagnies, dont le norvégien Statoil, dans une région longtemps disputée à la Russie, jusqu'à la signature d'un accord en 2010.* » (12) L'Etat providence d'un temps s'efface et s'inscrit désormais en première ligne dans la nouvelle géostratégie polaire de la Guerre du Pétrole.

Les GPII survivent à l'Accord de Paris

Après ce tour du monde Candide des bonnes intentions, retour dans l'Hexagone avec l'œil lucide de Voltaire. Dans l'Hexagone, les « éléphants blancs » prolifèrent, on est donc loin du « meilleur des mondes possible ». Accord de Paris ou pas, l'indéboulonnable *statu quo* des affaires est à la manœuvre. Autour des juteux marchés publics, les spéculations foncières et immobilières vont bon train, la routine du désastre durable de l'aménagement du territoire. Pendant les négociations les bulldozers sont à l'œuvre... Que dire face à autant d'inconséquences environnementales ?

Rappelons avec calme le b.a-ba et les lignes de front des combats en cours. Plutôt que de lever le nez au ciel pour quantifier les nuées menaçantes, c'est vers la terre ferme qu'il faut porter un regard lucide, car en définitive la question fondamentale de l'instant c'est quelle place laissons-nous à la biodiversité pour qu'elle chasse la menace proche du dérèglement climatique.

A ce jour et après le dit « Accord de Paris » l'Etat français est passé sous la houlette de la clique « République En Marche » mais n'a

Pour l'or en Guyane, on entre par son ordre de grandeur dans le modèle dévastateur d'extraction des « terres rares » en Chine : récupérer 0,6 gramme de métal jaune par tonne de roche pulvérisée... Avec un cratère de 400 mètres de profondeur en pleine forêt vierge amazonienne française, inutile de faire le bilan carbone de l'exploit. Dans tous les cas, la Chine peut désormais s'estimer vertueuse dans ses pratiques extractives domestiques.

Avec ces Grands Projets Inutiles Imposé, ces « éléphants blancs » de la République française généreusement offerts au BTP, on a la caricature brutale de ce qu'il faut au plus vite cesser de faire, des chantiers doublement climaticides. Dans leur principe, eu égard aux origines de l'effet de serre, on détruit ce qu'il faut préserver - la biodiversité, puits de carbone par excellence - pour ériger à la place des structures artificielles massivement

toujours pas renoncé au projet d'aéroport à Notre Dame des Landes et aux nombreux Grand Projet Inutile Imposés (GPII) comme EuropaCity dans le Triangle de Gonesse. Passons sur les très innovants projets d'autoroutes en métropole et la future « nouvelle route littorale » prévue l'Ile de la Réunion...

Pour ne rien arranger, à la vingtaine de chantiers inutiles et « climaticides » déjà répertoriés dans « Le Petit Livre noir des Grands Projets inutiles (13) » sont venues s'ajouter les bombes climatiques de la coupe du monde de rugby en 2023 et des « Jeux Olympiques de 2024 » ainsi que la ruée vers l'or de Guyane.

Business as usual, sans surprise, le triomphal « Accord de Paris », n'a pu en désamorcer aucun. Espérons que la France ne décroche pas le chantier de l'exposition universelle de 2025. Le projet est déjà prévu sur le Plateau de Saclay en Essonne, haut-lieu du nucléaire tricolore célèbre pour ses futs fissurés de sa décharge sauvage. Comme l'EPR au début, le coût de départ du nouveau chantier est de 3,5 milliards...

énergivores et émettrices de gaz à effet de serre...

Qu'aurions-nous pu espérer ? En plus de la souris Fidji, le gouvernement français dit « antisystème » aurait pu lui aussi créer la surprise et sauver in extremis du fiasco prévisible la COP 23. L'avenir du fameux « Accord de Paris » était en jeu. Au nom de la France souvent consciente des moments décisifs où s'écrit l'Histoire et au bord du précipice climatique, le chef de l'Etat aurait pu annoncer l'abandon définitif de tous les GPII. Des experts auraient fait le calcul et les chiffres astronomiques cumulés par la perte des puits de carbone de la biodiversité détruite et les installations émettrices auraient réussi à convaincre le gouvernement à agir dans le bon sens et sauver les écosystèmes... Par le sacrifice historique des « éléphants blancs » devant la communauté internationale, La France reprenait le leadership et sauvait l'Accord de Paris

Après ce tout d'horizon de Candide sur l'état du « meilleur des mondes possible »,

revenons à nos moutons puisqu'une brebis galeuse mène le troupeau.

Quand cessera donc la farce des COP ?

Le 1^{er} juin 2017, sans réelle surprise, le gouvernement des Etats-Unis annonçait officiellement son retrait de « l'Accord de Paris ». A en juger par les commentaires dans la presse, la nouvelle, même prévisible, avait fait l'effet d'une bombe. Dans les chancelleries l'émotion était à son comble et beaucoup d'Etats, Chine en tête et pays européens, ne se sont pas privés de condamner par voie de presse la position délibérément désastreuse des Etats-Unis.

Puisque ce grand pays, première puissance pétrolière militaro-industrielle et plus grand pollueur du monde depuis un siècle, se retire de l'Accord de Paris, la question qui se posait, pour être à la hauteur de cet affront, était : quand les pays d'Europe se retireront

ils du pacte climaticide de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord ?

Car ne nous y trompons pas, à Washington, ce n'est pas la Maison Blanche qui a décidé de se retirer de l'Accord de Paris mais bien le Pentagone. Derrière l'énergumène Trump de service il faut voir l'Etat profond (14), l'union sacrée des compagnies pétrolières et du complexe militaro-industriel étasunien toujours à son aise au stade avancé du capitalisme du désastre.

Rien ne s'est passé de cet ordre à la COP 23. Comme l'unité foncière du monde se maintient sur le modèle du Black Friday et du Cyber Monday venus des Etats-Unis, on en est réduit aujourd'hui à une interrogation désabusée : quand cessera donc la farce des COP ?

*Jean-Marc Sérékian
Novembre 2017*

(1) LE MONDE | 14.11.2017 | Par Simon Roger (Bonn (Allemagne), envoyé spécial) :

« A la COP23, l'hymne des Américains aux énergies fossiles »

http://www.lemonde.fr/climat/article/2017/11/14/a-la-cop23-l-hymne-des-americaains-aux-energies-fossiles_5214479_1652612.html

(2) Will Steffen, Wendy Broadgate, Lisa Deutsch, Owen Gaffney and Cornelia Ludwig

« The trajectory of the Anthropocene: The Great Acceleration » The Anthropocene Review 2015, Vol. 2(1) 81– 98

<http://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/2053019614564785>

(3) La Météorologie - n° 72 - février 2011 **49**, Michel J. Rochas « Histoire : Les débuts de la mesure du CO2 atmosphérique »

http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/39841/meteo_2011_72_49.pdf?sequence=1

Résumé : Pour illustrer la grande variabilité des mesures de la concentration atmosphérique en gaz carbonique avant l'Année géophysique internationale, nous présentons les mesures scandinaves faites dans les années 1950. Ensuite, nous montrons comment David Keeling a révolutionné ces mesures en introduisant des méthodes physiques de mesure, et les difficultés qu'il a rencontrées pour faire reconnaître son programme de mesure comme activité de recherche auprès des agences américaines susceptibles de les financer.

(4) Le Monde vendredi 14 juillet 2017 Julie Clarini « Tianjin 1900, laboratoire e la mondialisation » Lecture du livre de l'historien Pierre Singaravélou « Tianjin cosmopolis, une autre histoire de la mondialisation » Ed. Seuil 2017

(5) Le Monde Dimanche 2 et Lundi 3 juillet 2017 : « Un écrivain aux côtés des damnés de la Terre. » JMG Le Clézio « le retour au pays des peuples déplacés est un droit fondamental »

(6) Le Monde Samedi 24 juin 2017 Adrien Barbier « Le Mozambique se rêve en « Qatar africain » du gaz. »

(7) Le Monde | 17.08.2013 Thomas Diego Badia et Pierre Le Hir « L'Equateur renonce à sanctuariser le parc Yasuni pour en exploiter le pétrole »

http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/08/17/l-equateur-renonce-a-sanctuariser-le-parc-yasuni-pour-en-exploiter-le-petrole_3462776_3244.html

(8) Peuple Quechua contre Chevron

<https://www.gitpa.org/Autochtone%20GITPA%20300/GITPA300-153%20ACCES%20%20JUSTICE%20QUECHUA%20.htm>

(9) Reporterre 30 avril 2010 « Cochabamba : le texte de l'« Accord des peuples »

<https://reporterre.net/Cochabamba-le-texte-de-l-Accord>

(10) Le Monde.fr | 09.12.2015 | Par Paulo A. Paranagua et Stéphane Foucart : « Rafael Correa : « L'Equateur exploitera jusqu'à la dernière goutte de pétrole pour sortir de la pauvreté »

http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/12/09/rafael-correa-l-equateur-exploitera-jusqu-a-la-derniere-goutte-de-petrole-pour-sortir-de-la-pauvrete_4827674_3244.html

(11) Le Monde Mercredi 25 janvier 2012, Oliver Truc « La course au pétrole et au gaz de l'Arctique s'accélère. La Norvège, la Russie, le Canada et les Etats-Unis multiplient les annonce de forage »

(12) LE MONDE | 14.11.2017 | Par Anne-Françoise Hivert (Malmö (Suède), correspondante régionale) : « La Norvège attaquée en justice sur le climat »

http://www.lemonde.fr/climat/article/2017/11/14/la-petromonarchie-norvegienne-attaquee-en-justice-sur-le-climat_5214472_1652612.html

(13) Camille « Le petit livre des grands projets inutiles » Ed. Le Passager clandestin 2013

(14) Peter Dale SCOTT « L'Etat profond américain La finance, le pétrole, et la guerre perpétuelle » Ed. Demi-Lune 2014.